

<p>Convention de création d'un service commun informatique</p> <p>« Direction des systèmes d'information et du numérique » (DSIN)</p>

ENTRE l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) GOLFE DU MORBIHAN - VANNES AGGLOMERATION (GMVa) représenté par son président, M. David ROBO, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du 16/07/2020, et domicilié au 30 rue Alfred Kastler 56000 VANNES, SIRET N° 200 067 932 00018,

ET la ville de VANNES, représentée par son Maire, M. David ROBO, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil municipal en date du 14/11/2022, et domicilié Place Maurice Marchais BP509 56000 VANNES, SIRET N° 215602608 00014,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5211-4-2,

Vu l'avis du comité social territorial de la ville de VANNES en date du 22 juin 2023 sur le projet de création du service commun,

Vu l'avis du comité social territorial de la communauté d'agglomération de Golfe Morbihan Vannes agglomération en date du 20 juin 2023 sur le projet de création du service commun.

Article 1 – Préambule	3
Article 2 - Objet	4
Article 3 - Missions	4
Article 4 – Gestion du service commun.....	5
4.1 Composition du service commun et organisation.....	5
4.2 Positionnement dans l’organisation de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération.....	7
4.3 Formation des agents.....	7
Article 5 – Gouvernance	8
5.1 Comité de pilotage	8
5.2 Comité de suivi	9
Article 6 – Activité du service	9
7.1 Patrimoine propre	10
7.2 Patrimoine commun du service commun	11
Article 8 – Stratégie numérique	11
Article 9 – Numérique responsable.....	11
9.1 Transition écologique et environnementale	12
9.3 Ethique et responsabilité sociale.....	12
Article 10 – Conditions financières.....	13
10.1 Dispositions générales.....	13
10.2 Clés de répartition	13
10.3 Clé de référence - Matériel de niveau 1	14
Article 11 – Locaux	15
Article 12 – Commande publique – Groupement de commandes.....	16
Article 13 – Sécurité du SI.....	17
Article 15 – Responsabilités et assurances.....	18
Article 16 – Modification.....	18
Article 17 – Durée.....	18
Article 18 – Résiliation.....	18
ARTICLE 19 : Litiges.....	19
ARTICLE 20 : Dispositions terminales	19
ANNEXES.....	20

Article 1 – Préambule

L'article L. 5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), tel qu'issu de la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des Collectivités Territoriales, permet à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et à une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs, indépendamment de tout transfert de compétences.

Cette mutualisation de moyens permet de partager des ressources, des équipements, des personnels, des savoir-faire et des infrastructures, en vue d'assurer une gestion plus efficiente et coordonnée des missions dévolues aux collectivités.

Après accord des comités sociaux territoriaux (CST), la mise en commun des services doit être formalisée par une convention, dans laquelle seront précisées les modalités de création et de fonctionnement du service commun. Cette convention doit être approuvée par les organes délibérants des collectivités concernées.

Les objectifs poursuivis sont :

- La mise en commun des moyens matériels, humains et financiers afin d'optimiser l'utilisation des ressources informatiques disponibles et réduire les coûts liés à l'acquisition et la maintenance des équipements,
- Renforcer la qualité et la disponibilité des services informatiques offerts aux citoyens en harmonisant les pratiques et en garantissant une meilleure réactivité face aux besoins des métiers,
- Valoriser et optimiser l'utilisation des données recueillies par les collectivités en améliorant les usages actuels ainsi qu'en proposant des innovations,
- Mettre en place des mesures de sécurité renforcées pour protéger les données sensibles et garantir la confidentialité des informations traitées, conformément aux normes et réglementation en vigueur,
- Engager une démarche de modernisation des infrastructures informatiques en mutualisant les investissements dans les technologies émergentes et en anticipant les évolutions technologiques à venir,
- Faciliter la gestion collaborative de projets informatiques communs en définissant des procédures claires, des responsabilités précises et des échéances raisonnables,
- Assurer la conformité aux normes et aux standards en matière informatique, de respect de l'environnement, de sécurité et de protection des données, afin de garantir une utilisation responsable et éthique des technologies de l'information,
- Encourager l'innovation en matière de services informatiques et promouvoir une approche agile pour s'adapter rapidement aux évolutions des besoins et des technologies,
- Mettre en avant les compétences et les savoir-faire locaux en matière d'informatique, en impliquant les acteurs locaux dans la conception et la mise en œuvre du service commun,
- Etablir une gouvernance claire et équilibrée pour le service commun, avec des mécanismes de suivi réguliers permettant d'évaluer les résultats et d'apporter d'éventuelles améliorations.

Le premier objectif du service commun est de mettre en place un socle d'ingénierie dans une organisation nouvelle, d'accompagner les changements et l'évolution des compétences tout en assurant la transition avec les modes de fonctionnement actuels en tenant compte de leur diversité.

La mise en place de ce service commun s'effectue entre Golfe du Morbihan - Vannes agglomération et la ville de Vannes mais celui-ci pourra s'étendre à d'autres communes à horizon 2025. Les communes ne faisant pas partie des entités fondatrices pourront adhérer au service commun par convention pour tout ou partie des services proposés dans un catalogue de services à construire.

Article 2 - Objet

La présente convention a pour objet de définir et de fixer les modalités de mise en commun des directions des systèmes d'information de la ville de Vannes et de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération ainsi que les principes de création et de fonctionnement de la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN), les clefs de répartition des charges financières et le dispositif de suivi.

Article 3 - Missions

Les missions dévolues au service commun portent sur l'ensemble des prestations informatiques et géographiques nécessaires :

1. au maintien en condition opérationnelle des infrastructures hébergeant le système d'information commun aux collectivités : matériels et logiciels bureautiques, matériels et logiciels serveurs (systèmes), réseau intra sites et inter sites (fibre optique), téléphonie, (réseau, autocommutateurs, téléphones/smartphone...) maintenance et sécurisation (accès au système d'information, "sas" internet...), mise à niveau de l'architecture et suivi de l'état de l'art, relations avec les prestataires et éditeurs, assistance aux utilisateurs.
2. à l'évolution du système d'information : adaptation de l'outillage des directions métiers (gestion des projets informatiques et conseil), évolution du socle technique et des logiciels métiers (développés en interne ou faisant l'objet d'un marché avec un éditeur/prestataire), veille technico-fonctionnelle, processus continu d'évaluation et d'amélioration de la sécurité et de la qualité du SI.
3. au développement des Systèmes d'Information Géographique : centralisation, actualisation et mises à jour des référentiels et des bases de données géographiques, développement d'applications métiers, promotion du SIG et assistance technique aux utilisateurs, veille technologique et amélioration continue de la qualité de service.
4. à la gestion des données : centralisation, administration et optimisation de l'accessibilité aux données essentielles dans le cadre des activités des collectivités. Gestion des bases de données fiables et sécurisées. Gestion des données ouvertes (Open Data). Protection et garantie de l'intégrité des données.
5. au développement de services numériques vers les services métiers et le citoyen.

Ces activités sont effectuées dans l'intérêt commun des deux collectivités ou dans l'intérêt spécifique de l'une ou de l'autre selon les domaines.

Les conditions d'accès et d'utilisation du système d'information "commun" seront régies, à court terme, par une charte informatique commune.

En effet, la mutualisation des systèmes s'accompagne pour les collectivités, d'un alignement des règles d'usage et de sécurisation des équipements et données (postes de travail, réseau, accès internet, téléphonie, accès aux applications/données...).

Aux termes de la présente convention, sont bénéficiaires du service commun de la DSIN Golfe du Morbihan - Vannes agglomération et la ville de Vannes. Les termes « services », « bénéficiaires » dont il est fait usage dans la présente convention comprennent non seulement les services municipaux ou communautaires propres à chaque entité, mais également d'autres organismes qui ne sont que le prolongement des personnes publiques respectives et dont les relations contractuelles peuvent être qualifiées de « in house ».

Article 4 – Gestion du service commun

4.1 Composition du service commun et organisation

Lors de la mise en place du service commun au 1^{er} janvier 2024, il sera constitué d'agents appartenant déjà ou transférés à Golfe du Morbihan - Vannes agglomération.

Collectivité d'origine	Nbre d'agents	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Golfe Morbihan Vannes agglomération	14	3	8	3
ville de Vannes	20	9	6	5
Total service commun	34	12	14	8

Le contrat de l'apprentie intégrée à la ville de Vannes sera transféré à Golfe du Morbihan – Vannes agglomération

Organisation cible de la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique

DSIN – services/secteurs	Missions	Postes
Direction	Encadrement	1
Cellule administrative	Administration, gestion comptable, relation avec l'extérieur	2
Infrastructure et production	Architecture technique, serveurs, réseau, téléphonie, exploitation, supervision, ..	8 + 1 apprentie
Etudes et projets	Maintenance logiciels, projets, ..	9
Centre de services	Assistance, catalogue de services, accompagnement aux usages numériques	8
Responsable de la sécurité des systèmes d'information	Sécurité des systèmes d'information, conformité réglementaire, plan de continuité, méthode, audits, ..	1
Chargé de mission de l'aménagement du territoire, très haut débit	Suivi de l'aménagement numérique du territoire, gestion administrative et reporting	1
Chargé de mission numérique, transformation et innovation	Accompagnement à la transformation numérique. Accompagne le DSIN sur le volet stratégie numérique	1
SIG et gestion de la donnée	Création, gestion, analyse et cartographie de tout type de données (SIG). Centralisation, administration et accessibilité aux données.	4

Les agents en contrat d'apprentissage ou en contrat d'emploi d'avenir ne peuvent être transférés de droit. Il est mis fin à leur actuel contrat avec la ville de Vannes. Golfe du Morbihan - Vannes agglomération leur propose un nouveau contrat pour la période restant à courir.

Les agents de la ville de Vannes, fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun, sont transférés de plein droit à Golfe du Morbihan - Vannes agglomération, conformément aux dispositions énoncées dans l'article L. 5211-4-2.

Les agents sont individuellement informés de la création du service commun dont ils relèvent mais ne peuvent s'opposer à ce transfert.

Les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages légalement acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Ils sont rémunérés par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération.

Les fonctionnaires et agents non titulaires territoriaux, exerçant leurs fonctions dans le service commun, sont placés sous l'autorité hiérarchique du Président de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération qui dispose à leur égard de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, la notation des agents exerçant leurs missions dans le service commun relève de la compétence du Président de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération.

Le pouvoir disciplinaire relève du Président de Golfe du Morbihan Vannes agglomération, mais sur cet aspect, le maire de la ville de Vannes pour laquelle les agents de la Direction de Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN) exercent des missions, peut émettre des avis ou propositions sans pour autant que le Président de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération soit dans l'obligation de les appliquer.

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération fixe les autres conditions de travail des personnels du service commun.

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale.

En fonction de la mission réalisée, les agents affectés à un service commun sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président de GMVa ou du Maire de la ville de Vannes.

4.2 Positionnement dans l'organisation de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération

Les agents du service commun sont positionnés dans l'organigramme de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération au sein de la Direction Générale Adjointe Ressources communautaires.

Au même titre que les autres directions de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération, le service commun de la DSIN s'appuie pour son fonctionnement courant sur les autres services fonctionnels de l'agglomération dans les domaines des finances, des marchés publics, des ressources humaines, du juridique, etc.

4.3 Formation des agents

Les formations entrant dans le cadre des missions générales de la DSIN ayant pour objectif l'évolution des compétences nécessaires à l'accomplissement des missions et activités définies dans les fiches de postes des agents sont prises en charge par les collectivités membres du service commun, selon les clés de répartitions définies à l'article 10.

Article 5 – Gouvernance

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 5211-4-2 du CGCT, le Président de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au directeur du service commun pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Un suivi régulier du fonctionnement de la DSIN ainsi que les prises de décisions et arbitrages seront réalisés par deux instances de gouvernance.

5.1 Comité de pilotage

Le comité de pilotage a pour rôle d'orienter et de superviser le service commun, sans interférer dans la gestion quotidienne des équipes opérationnelles. Il valide les décisions stratégiques et s'assure de l'efficacité de la collaboration entre Golfe du Morbihan - Vannes agglomération et la ville de Vannes. Il s'assure du maintien et de la convergence de la qualité des prestations rendues entre bénéficiaires.

Composition :

- Le Président de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération
- Le Maire de la ville de Vannes
- Les élus référents au numérique de la communauté d'agglomération et de la ville centre
- Les directeurs généraux des services des deux collectivités
- Le directeur général adjoint du pôle ressources communautaires de la communauté d'agglomération
- La directrice générale adjointe du pôle ressources et citoyenneté de la ville de Vannes
- Le directeur des systèmes d'information et du numérique
- Des responsables d'autres services ou directions concernées par les enjeux de l'informatique pour une approche transversale
- Des experts externes, si besoin, pour apporter des connaissances spécifiques en matière d'informatique ou de gestion de projet

Missions :

- **Définition des Orientations stratégiques** : le conseil de gouvernance est chargé de définir les grandes orientations stratégiques du service commun en accord avec les objectifs des collectivités.
- **Validation des Projets Majeurs** : Il examine et valide les projets d'envergure tels que les projets de modernisation des infrastructures ou les initiatives innovantes.
- **Allocation des ressources** : Il est responsable de l'allocation des ressources budgétaires, matérielles et humaines au bon fonctionnement du service commun.
- **Suivi des performances** : Il évalue régulièrement les performances du service commun, en s'appuyant sur des indicateurs de suivi et des rapports d'activités. Les indicateurs de suivi sont construits, sur proposition du DSIN, dans le but d'évaluer et de faire converger la qualité de services rendus aux bénéficiaires.
- **Gestion des risques** : Il est impliqué dans l'identification et la gestion des risques liés aux activités du service commun et évalue des plans d'actions pour y faire face.

- **Communication et transparence** : Il veille à maintenir une communication fluide et transparente entre les parties prenantes concernant les décisions, les réalisations et les perspectives du service commun

Les décisions du comité de pilotage sont prises à l'unanimité.

Le comité de pilotage se réunit régulièrement, à intervalles appropriés en fonction des besoins et de la charge de travail. Il se réunit au moins deux fois par an.

5.2 Comité de suivi

Le comité de suivi a pour rôle de s'assurer que le service commun progresse conformément aux objectifs établis, de surveiller les indicateurs de performance, de fournir des recommandations et de faire remonter les éventuels problèmes ou obstacles à la gouvernance.

Composition :

- Les directeurs généraux des services des deux collectivités
- Le directeur général adjoint du pôle ressources communautaires de la communauté d'agglomération
- La directrice générale adjointe du pôle ressources et citoyenneté de la ville de Vannes
- Le directeur des systèmes d'information et du numérique
- Les responsables de services et chargés de missions de la direction des systèmes d'information et du numérique (en fonction des sujets abordés)

Missions :

- **Evaluation des réalisations** : Il est chargé d'évaluer régulièrement les réalisations et les projets en cours du service commun en se basant sur les objectifs fixés et les indicateurs de performance.
- **Analyse des problèmes** : Il examine les éventuels problèmes ou obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du service commun. Il propose des solutions pour y remédier.
- **Propositions d'améliorations** : Il est en charge de formuler des propositions d'améliorations concernant l'organisation, les processus, la communication ou tout autre aspect du service commun.
- **Suivi des budgets** : Il s'assure du suivi des budgets alloués au service commun.
- **Communication interne** : Il facilite la communication entre les parties prenantes du service commun en relayant les informations importantes et en favorisant les échanges.
- **Planification et suivi des actions** : Il contribue à l'élaboration d'un plan d'actions pour la réalisation des objectifs et veille à son suivi.

Le comité de suivi se réunit à intervalles définis en fonction des besoins, du rythme des projets et des évolutions du service commun. Il se réunit tous les trimestres ou à minima deux fois par an.

Article 6 – Activité du service

L'activité de la DSIN est déterminée :

D'une part, par la gestion quotidienne, l'entretien, l'évolution et le maintien en condition opérationnelle de l'ensemble des composants matériels et logiciels existants des systèmes d'information ainsi qu'à la gestion des données géo référencées ou non des collectivités,

D'autre part, par l'accompagnement des services métiers et des citoyens aux usages numériques et la stratégie numérique des collectivités.

Les besoins financiers nécessaires au fonctionnement des différents systèmes et leur répartition entre collectivités sont déterminés à l'occasion de la préparation budgétaire en fin d'année. Cela concerne le budget de fonctionnement (incluant les charges de personnel) et le budget d'investissement s'agissant du renouvellement ou d'évolution des composants numériques (ordinateurs, serveurs, matériels réseaux, logiciels, services, etc.).

Concernant les nouveaux besoins des collectivités (projets, études, etc.), ceux-ci font l'objet d'un arbitrage et validation en comité de suivi qui prend en compte leur faisabilité, les moyens nécessaires à leur réalisation et leurs priorités. Les enveloppes budgétaires nécessaires sont également déterminées à l'occasion de la préparation budgétaire de fin d'année. Elles incluent la valorisation financière estimée des charges de personnel.

Le plan de charge du service études et projets garantit à minima un volume annuel de 625 jours/hommes pour la ville de Vannes sur des projets spécifiques ou communs.

L'activité de la DSIN est présentée à chaque comité de suivi afin d'évaluer le respect des objectifs et de prendre les mesures correctrices nécessaires.

Au terme de chaque année civile, un bilan d'activité est élaboré par la DSIN et présenté au comité de suivi avant approbation par le comité de pilotage.

Article 7 – Patrimoine matériels et logiciels

Pour le patrimoine existant (matériels et logiciels), il est nécessaire de distinguer les composants spécifiques à chaque collectivité de ceux mis en commun pour mettre en œuvre et gérer les systèmes partagés entre les collectivités.

7.1 Patrimoine propre

Il s'agit des matériels et logiciels utilisés pour leurs besoins propres et exclusifs. Ce patrimoine est directement supporté financièrement par chacune des collectivités pour la partie individualisable des dépenses. Elles en sont propriétaires et en supportent l'amortissement.

7.2 Patrimoine commun du service commun

Les collectivités mettent à disposition du service commun, lors de sa création, les matériels informatiques et de télécommunications, le mobilier et les véhicules dont elles ont fait l'acquisition et pouvant être réutilisés en commun.

Les coûts de fonctionnement relatifs aux contrats de maintenance et droits d'usages des logiciels sont répartis entre les deux collectivités et facturés directement à celles-ci par les prestataires et éditeurs.

Les nouveaux investissements et les charges de fonctionnement sont repartis entre les deux collectivités. Une facturation directe par le prestataire ou éditeur vers chaque collectivité est privilégiée. En cas d'impossibilité, le coût est supporté par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération et cette répartition est opérée par refacturation de sa quote-part vers la ville de Vannes.

Les règles d'amortissement des biens seront harmonisées en début d'année 2024.

Article 8 – Stratégie numérique

Définie en cohérence avec les projets des collectivités, des élus, la stratégie numérique du service commun se focalise sur la transformation des pratiques, la modernisation des services et l'accompagnement au changement pour les métiers, les administrés et les agents des Collectivités. Elle nécessite une implication très forte des métiers qui portent leurs projets pour en assurer l'accomplissement.

La stratégie prévoit un accompagnement personnalisé des métiers des collectivités dans leur transition vers des pratiques numériques. Cet accompagnement inclut : l'analyse des besoins, la formation et sensibilisation, conseil et assistance techniques, mesure de l'impact.

La stratégie numérique vise à améliorer l'expérience des administrés dans leurs interactions avec les collectivités. Cet accompagnement inclut : les services en lignes, la communication et l'information, l'accessibilité numérique, le support utilisateur.

La stratégie numérique s'attache également à accompagner les agents des collectivités dans leur appropriation des nouveaux outils numériques et dans leur montée en compétences. Cet accompagnement inclut : la formation ou l'identification de formation nécessaire en collaboration avec les services ressources humaines des deux collectivités, la sensibilisation et la communication interne en collaboration avec les services communication des deux collectivités, le dialogue participatif, la mise en place d'un réseau de correspondants.

La stratégie numérique sera régulièrement évaluée pour mesurer l'impact de la transformation et de l'accompagnement au changement. Des retours d'expériences seront recueillis pour ajuster et améliorer les actions entreprises.

Article 9 – Numérique responsable

Le service commun intègre ses engagements en faveur d'un numérique responsable dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et de développement durable, en lien avec les politiques des collectivités.

Il s'engage à promouvoir une démarche numérique responsable, respectueuse de l'environnement, éthique et équitable pour les agents et les citoyens.

9.1 Transition écologique et environnementale

Le service commun assure la promotion de l'éco-conception des services numériques et privilégie des solutions logicielles et matérielles à faible impact environnemental et énergétique.

Il veille également à optimiser l'utilisation des ressources informatiques, en favorisant le recyclage et le réemploi du matériel, ainsi que la rationalisation des infrastructures.

Il sensibilise les usagers et les agents des collectivités aux enjeux environnementaux liés à l'utilisation du numérique et encourage des pratiques éco-responsables.

9.2 Accessibilité numérique et inclusion

Le service commun veille à concevoir des services numériques accessibles à tous les usagers, y compris aux personnes en situation de handicap, en respectant les normes d'accessibilité.

Il veille à participer à réduire la fracture numérique en proposant des dispositifs d'accompagnement et de soutien pour les publics les plus éloignés du numérique.

9.3 Ethique et responsabilité sociale

Le service commun s'engage à maintenir une neutralité technologique en évitant tout favoritisme ou discrimination envers des fournisseurs ou des solutions spécifiques.

Il favorise le partage des connaissances et des ressources informatiques avec d'autres collectivités ou organisations, dans un esprit de coopération et de solidarité.

En cas d'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), il garantit une approche éthique et responsable. Il veille à éviter les discriminations et les atteintes aux droits fondamentaux.

Article 10 – Conditions financières

10.1 Dispositions générales

Le service commun prépare les budgets en concertation avec les collectivités membres et en cohérence avec les orientations générales et les avis ou arbitrages du comité de pilotage et/ou du comité de suivi.

Quelles qu'en soient la nature et les procédures d'exécution comptables dans chaque collectivité membre, le service commun doit avoir la vision complète des dépenses, contrats, marchés et patrimoine informatique et télécommunications des deux collectivités.

Les coûts sont de plusieurs natures :

Coûts spécifiques :

Il s'agit des dépenses individualisables et spécifiques à chaque collectivité. Les coûts sont imputés directement dans leur budget respectif.

Coûts communs :

Il s'agit des dépenses concernant les moyens techniques et humains nécessaires au fonctionnement du service commun.

Celles-ci sont supportées par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération et refacturées aux communes membres selon une clé de répartition.

Les recettes générées directement ou indirectement par le service commun sont imputées sur le budget de la DSIN, en compensation des dépenses et frais de personnel à facturer aux bénéficiaires. Les services rendus auprès de tiers mais non facturés sont évalués puis imputés sur le budget de la DSIN à la valeur de marché.

10.2 Clés de répartition

Les frais et charge de personnel sont pris en charge par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération en tant que collectivité de rattachement pour les agents du service commun.

S'agissant d'un service commun, les frais de structure et les loyers sur bâtiments aménagés existants ne sont pas facturés.

Les charges pour chaque entité sont calculées, à partir du volume total des dépenses, selon les clés de répartition suivantes :

Service ou secteur DSIN	Clé de répartition
Direction	- 50% GMVa – 50 % ville de Vannes
Fonctions administratives	- 50% GMVa – 50 % ville de Vannes
Responsable de la sécurité de systèmes d'information	- Matériel informatique de niveau 1 (article 10.3)

Chargé de mission numérique, transformation et innovation	<ul style="list-style-type: none"> - Au prorata du temps passé sur les projets CNTI développés par chaque collectivité - Projets communs : 50 % GMVa – 50 % Ville de Vannes
Aménagement numérique du territoire, très haut débit	<ul style="list-style-type: none"> - 100 % GMVa
Infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> - 50% GMVa – 50 % Ville de Vannes
Etudes et projets	<ul style="list-style-type: none"> - Au prorata du temps passé sur les projets développés par chaque collectivité - Projets communs : 50 % GMVa – 50 % ville de Vannes
Centre de services	<ul style="list-style-type: none"> - Matériel informatique de niveau 1
SIG et gestion de la donnée	<ul style="list-style-type: none"> - Pour 30% : Matériel informatique de niveau 1 (article 10.3) pour la partie support - Pour 70% : <ul style="list-style-type: none"> o Au prorata du temps passé sur les projets SIG développés par chaque collectivité o Projets communs : 50 % GMVa – 50 % ville de Vannes

A l'issue du premier exercice, une analyse présentée en comité de pilotage portera sur la validité des clés de répartition au regard de l'activité de la DSIN.

10.3 Clé de référence - Matériel de niveau 1

Par souci de simplicité et de lisibilité toutes les prestations individualisables sont directement facturées aux bénéficiaires par les prestataires.

Lorsque cela s'avère strictement impossible, le financement des moyens communs est supporté dans un premier temps par GMVa puis refacturé à Vannes selon la clé de référence.

La clé de référence utilisée est basée sur le matériel informatique de niveau 1 du parc informatique de chaque collectivité. Elle est déterminée en fonction du temps moyen d'intervention nécessaire par type d'équipements.

Un exemple de calcul est fourni en annexe 2.

Le matériel informatique de niveau 1 (répartition selon poids intervention) :

Type de matériel	Poste de travail	Mobile et smartphone	Tablette	Imprimante/ Copieur/ Traceur	Vidéoprojecteur/ Ecran tactile	Téléphone fixe	Petit matériel
Poids	1,0	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1

L'inventaire du parc informatique des collectivités est réalisé le 1^{er} janvier et le 31 décembre de chaque année. Le nombre d'équipements servant de base à la refacturation est calculé en prenant la moyenne de l'année comme suit :

$$[(\text{nombre d'équipements au 1}^{\text{er}} \text{ janvier}) + (\text{nombre d'équipements au 31 décembre})] / 2$$

A noter que dans le cadre d'une évolution significative du parc informatique en cours d'année (plus de 10 équipements), celui-ci sera évalué au prorata temporis.

10.4 Modalités de refacturation

La refacturation s'effectue chaque année sur la base d'un état annuel établi par Golfe du Morbihan – Vannes agglomération.

La facturation est établie 1 fois par an.

La facturation de la masse salariale est effectuée en novembre de l'année N pour la période du 01/01 au 31/12 de l'année N.

La facturation est calculée sur les coûts réels pour la période du 01/01 au 31/10.

Pour les mois de novembre et décembre, le montant est calculé sur la base du coût moyen mensuel de la facturation de janvier à octobre. Une régularisation de la facturation des mois de novembre et décembre calculée sur la base des coûts réels est intégrée dans la facturation de l'année N+1.

Considérant les dates de clôture budgétaire, la facture doit être transmise au plus tard le 15/11 de chaque année.

A l'échéance de la convention, une dernière facture transmise sur N+1 régularise le solde des prestations à facturer.

Article 11 – Locaux

La ville de Vannes met à disposition du service commun les bureaux et locaux techniques existants nécessaires au bon fonctionnement de l'activité de la DSIN. Il s'agit, à la date initiale de création du service commun, des bureaux affectés à la DSI de la ville de Vannes situés 7 rue Joseph Le Brix, Vannes (parties du RDC haut et second niveau du centre administratif municipal). Les locaux sont assurés par la ville de Vannes.

Cette mise à disposition et les frais non dissociables liés aux locaux font l'objet d'une convention particulière qui en fixe les modalités pour les collectivités signataires.

Autres locaux et emplacements affectés : Chaque collectivité s'engage, pour les autres locaux et emplacements liés à l'activité du service commun qui ne sont pas mis à disposition, à réserver et/ou

partager les espaces existants ou nécessaires au déploiement de l'activité du service commun et à les rendre accessibles. Il s'agit essentiellement des locaux techniques dits « locaux courants faibles » où il serait nécessaire de placer des coffrets ou armoires de brassage.

Chaque collectivité se charge, sur ces espaces techniques dédiés, de l'entretien ainsi que de toute réparation nécessaire liée au bâtiment ou local sauf adaptations techniques spécifiques liées à l'activité du service commun.

Article 12 – Commande publique – Groupement de commandes

Aux termes de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics. La convention constitutive du groupement, signée par ses membres, définit les règles de fonctionnement du groupement. Elle peut confier à l'un ou plusieurs de ses membres la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public au nom et pour le compte des autres membres. Lorsque la passation et l'exécution d'un marché public sont menées conjointement dans leur intégralité au nom et pour le compte de tous les acheteurs concernés, ceux-ci sont solidairement responsables de l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la présente ordonnance.

Une convention constitutive pour l'achat de prestations intellectuelles, de matériels, de logiciels et d'installation, définissant les modalités de fonctionnement du groupement, doit être signée entre ses membres.

Les collectivités membres du service commun ont constitué un groupement de commandes. Celui-ci est défini par la convention constitutive de groupement de commandes validée en instances délibérantes et signée par Golfe Morbihan Vannes agglomération, la ville de Vannes et le CCAS.

- ville de Vannes : Conseil municipal du 11 avril 2023
- Centre communal d'Action Sociale : Conseil d'administration du 22 mars 2023
- Golfe Morbihan Vannes agglomération : Conseil communautaire du 25 mai 2023

Cette convention, jointe en annexe 1, a vocation à être étendue à d'autres communes (ou autre personne morale comme un CCAS) par le biais d'un avenant.

Article 13 – Sécurité du SI

La sécurité du système d'information (SI) est une priorité essentielle pour le service commun. Afin de garantir la protection des données sensibles et de prévenir tout risque lié à la cybersécurité, le service commun s'appuie sur la collaboration étroite entre le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) et le Directeur de la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN).

Le RSSI joue un rôle central dans la stratégie de sécurité du SI. Sa mission consiste à évaluer les risques potentiels, à élaborer et à mettre en œuvre des politiques de sécurité adaptées, et à superviser la bonne application des mesures de protection. Il est également responsable de la sensibilisation des équipes et des utilisateurs du service commun aux enjeux de la sécurité informatique, favorisant ainsi une culture de sécurité au sein des collectivités.

En collaboration avec le RSSI, le Directeur de la DSIN veille à ce que les ressources nécessaires soient mises à disposition pour soutenir les actions de sécurité, tant sur le plan technique que budgétaire. Il assure également une coordination efficace entre les différentes équipes informatiques pour garantir la cohérence des mesures de sécurité mises en place.

En réunissant l'expertise du RSSI, le soutien du Directeur de la DSIN et des Directeurs Généraux des Services (DGS) des collectivités, le service commun s'efforce de maintenir un niveau de sécurité élevé, tout en restant réactif face aux menaces émergentes. La collaboration étroite entre ces acteurs clés permet d'identifier rapidement les vulnérabilités potentielles, d'apporter des solutions adaptées et de mettre en œuvre une veille permanente afin de préserver l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des systèmes d'information des collectivités.

Article 14 – Confidentialité

Les équipes techniques, les représentants et tout personnel impliqué dans le service commun sont tenus de respecter strictement le devoir de confidentialité envers toutes les informations et données auxquelles ils ont accès dans le cadre de leurs fonctions et missions.

Les usagers sont informés sur la collecte, le traitement et l'utilisation de leurs données, en garantissant une totale transparence et une traçabilité des actions entreprises.

Le service commun s'engage à respecter les règles et obligations en matière de protection des données personnelles, conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Article 15 – Responsabilités et assurances

En cas de recherche de responsabilité de la part d'un tiers, victime d'une activité du service commun, il s'agira, pour identifier le mis en cause, de déterminer avec précisions à quelle occasion le dommage est survenu, soit dans le cadre d'une activité commune aux collectivités membres du service commun soit dans le cadre d'une activité propre à une collectivité membre du service commun.

Dans la première hypothèse, Golfe Morbihan Vanne agglomération, ou son assureur, indemnise, à ses frais avancés, la victime du dommage, à charge, éventuellement ensuite, pour la ville de Vannes d'en assumer la part qui lui revient.

Dans la seconde hypothèse, il appartient à la collectivité membre du service commun, autour du sinistre, de la déclarer à son assureur et d'en assurer les conséquences pécuniaires, sans que l'autre collectivité membre en soit inquiétée.

Si le mis en cause et la victime sont les collectivités membres du service commun distinctes, ils agiront en tant que tiers entre eux et il leur appartiendra de saisir leur assureur respectif pour régler les conséquences du sinistre.

Si le service commun (le patrimoine commun par exemple) est victime d'un tiers, qui n'appartient pas au service commun, Golfe Morbihan Vannes agglomération, mettra tout en œuvre pour préserver les intérêts du service commun et intentera toute action, amiable ou juridictionnelle, à cette fin.

Article 16 – Modification

Toute modification des termes de la présente convention cadre fera l'objet d'un avenant dûment approuvé par les parties.

A cet égard, il est précisé que les modalités de facturation, fixées à l'article 10 ci-dessus, pourront être modifiées en conséquence par voie d'avenant à la présente convention.

Article 17 – Durée

Cette convention est conclue pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} janvier 2024 sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties aux conditions énoncées à l'article 18.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant accepté par les deux parties.

Article 18 – Résiliation

La présente convention pourra être résiliée, soit d'un accord commun entre les parties, soit par l'une ou l'autre des parties moyennant le respect d'un préavis de 6 mois suivant la notification de la délibération de l'organe délibérant compétent.

Dans cette hypothèse, les parties se rapprocheront afin d'évaluer de concert les modalités de sortie de la convention et notamment les modalités de retour des biens et des personnels, ainsi que la détermination des montants et éventuels remboursements.

ARTICLE 19 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Rennes, dans le respect des délais de recours.

ARTICLE 20 : Dispositions terminales

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à, le, en exemplaires.

Pour l'EPCI

Pour la commune

Le Président,

Le Maire,

ANNEXES

[Annexe1](#) - Convention de groupement de commandes entre la ville de Vannes et Golfe Morbihan
Vannes agglomération

[Annexe 2](#) – Clé de référence - Exemple de calcul du nombre d'équipements du parc informatique par collectivité